

EXPRESSIONS

GAUCHE CITOYENNE (Majorité municipale)

L'ÉDUCATION : UN INVESTISSEMENT ET UNE PRIORITÉ

Du mercredi 20 au samedi 23 novembre, notre ville a accueilli les Rencontres nationales des villes éducatrices dans le cadre des rendez-vous orlysiens de l'éducation. Cette manifestation a débuté par la mise en lumière du travail des enfants des accueils de loisirs autour des 30 ans de la Convention internationale des droits de l'enfant. Je les félicite pour les affiches, les jeux et leurs autres réalisations qui démontrent leur investissement et leur civisme. Dans la continuité, se sont tenus sur deux jours des échanges et des débats où l'éducation de nos enfants était au cœur des réflexions de toute la communauté éducative orlytienne et nationale. Parmi les thèmes abordés, je suis tout particulièrement sensible à la question de l'inclusion des enfants en situation de handicap. C'est pourquoi, le futur groupe scolaire accueillera des enfants autistes de la maternelle à l'élémentaire dans un cadre adapté au sein même de l'établissement. Le sujet de la formation et de l'accompagnement des agents compte également parmi nos priorités. Aussi, nous organisons pour la quatrième année une journée pédagogique qui s'est déroulée samedi 23 novembre. Les personnels d'animation, les Atsem, les ludothérapeutes ont bénéficié des interventions d'expert entre autres sur des questions de mixité, de laïcité ou encore d'environnement. La réussite de nos enfants se nourrit de l'engagement de tous les acteurs éducatifs de notre ville.

Imène Ben Cheikh

ÉLUS SOCIALISTES (Majorité municipale)

LA RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE, UN APPAUVRISSEMENT DES CHÔMEURS

L'objectif de la réforme est à la fois de réaliser des économies budgétaires au détriment de l'indemnisation des chômeurs, mais également d'agir artificiellement à la baisse sur les statistiques du chômage en durcissant les conditions de l'ouverture de droits ou en raccourcissant la durée de leur bénéfice. À Orly comme dans un grand nombre de communes populaires où les groupes sociaux des ouvriers et des employés constituent les deux tiers de la population, cette réforme va aggraver la situation financière des plus pauvres. Quelques chiffres fournis par l'Unedic sont en effet éloquentes. Plus de 700 000 nouveaux demandeurs d'emploi vont être privés d'ouverture de droits pendant la première année d'application de la réforme, du fait du durcissement des conditions de rechargement des droits (avoir travaillé 6 mois sur les 24 derniers mois, au lieu de 4 sur les 28 derniers). 700 000 chômeurs de moins pour les statistiques officielles du chômage et la communication du gouvernement, au détriment des plus vulnérables d'entre eux, ceux qui ont les plus grandes difficultés à se maintenir dans l'emploi ou qui en restent éloignés.

D'après les projections de l'Unedic, près de 850 000 nouveaux inscrits verront leur indemnité chuter de 22 % en moyenne, une baisse qui pourra atteindre 50 % dans certains cas, suite à l'entrée en vigueur du nouveau mode de calcul de l'indemnité chômage en avril 2020. Les plus fortement frappés seront les chômeurs les plus précaires, ceux qui alternent des périodes de chômage avec de courtes périodes d'emploi.

Cette réforme va donc que réduire les allocations chômage des chômeurs. Elle n'a pas d'efficacité économique, ce n'est pas en appauvrissant les chômeurs que ces derniers vont trouver davantage d'emplois. L'alternance doit revenir pour mettre à ces politiques libérales !

Maribel Aviles Corona, Dahmane Bessami, Stephanie Barre, Sana El Amrani, et Thierry Atlan..

COMMUNISTES ET PARTENAIRES (Majorité municipale)

LE 5 DÉCEMBRE : PUBLIC ET PRIVÉ TOUS CONCERNÉS

Le Président de la République, propose une réforme des retraites par points qui, si elle était appliquée, serait la pire de ces trente dernières années.

Toute les générations, toutes les professions seraient touchées.

Son projet : travailler plus longtemps, une baisse du niveau des pensions pour le plus grand nombre, un hold-up sur les plus belles années à la retraite, celles en bonne santé, une mise en concurrence des salarié-e-s et des générations. De très nombreuses professions, du privé comme du public, ont décidé de se mobiliser, à l'appel de leur syndicat.

La colère contre cette réforme s'ajoute à celle contre des pensions et des salaires trop bas, contre la hausse des factures qui rognent notre pouvoir d'achat. C'est pourquoi nous avons décidé de nous engager contre cette réforme et d'en proposer une autre garantissant une bonne pension, dès 55 ans ou 60 ans selon la pénibilité, et mettant à contribution les revenus financiers.

Nous demandons aussi une hausse des salaires et des pensions.

C'est pourquoi la mobilisation du 5 décembre, à l'appel des organisations syndicales et de nombreuses forces de gauche, dont le PCF, est importante.

Nathalie Besniet, Karine Bettayeb, Geneviève Bonnisseau, Roselyne Charles-Elie-Nelson, Christian de Barros, Alain Girard, Marilyne Herlin, Pierre Stouvenel,

AGIR POUR ORLY (Opposition municipale)

QUAND MME LA MAIRE DÉCIDE SEULE DE L'AVENIR D'ORLY

Il y a deux actes forts qui marquent la vie politique d'une ville. Le budget et le Plan local de l'urbanisme.

Mme la maire a beaucoup construit mais n'a pas voulu mettre les promoteurs à contribution pour participer au financement des extensions des écoles ou à leur mise aux normes.

Non pas que Mme la maire n'était pas consciente de la situation, mais elle a trouvé plus judicieux de reporter les travaux concernant les écoles sur le prochain mandat. Elle a donc lancé un plan de modernisation des écoles de 24 millions d'euros, et encore, qui ne concerne pas toutes les écoles, car le groupe scolaire Romain Rolland n'est pas concerné. Le plus étrange dans cette histoire, c'est que la Sadev94 a récupéré un marché portant sur 17 M€ dans ce plan de rénovation. La Sadev94 est la société à qui la maire a vendu le bois Grignon à un prix plus que compétitif, avant qu'elle ne se retire de ce projet sous la pression des recours engagés. Pourquoi engager un tel marché en fin de mandat ? Pourquoi confier ce marché à un aménageur comme la Sadev94, alors que la création ou l'extension d'un groupe scolaire relève plus d'un groupement d'architectes ?

Pour le Plan local de l'urbanisme, même incompréhension. Mme la maire avait engagé la révision du PLU en 2013, donc au début de son mandat. Or elle attend les derniers mois de son mandat pour essayer de le faire approuver en 2020. Les enjeux sont énormes. Combien d'Orlysiens savent que Mme la maire dans son projet de PLU qui engage la ville jusqu'en 2030, défend l'objectif de construire 4 800 logements et porter la population de la ville à 35 000 habitants (contre 23 500 aujourd'hui). Toutes les personnes qui ont pris connaissance du dossier d'enquête publique ont été effrayées par cette démesure.

Ces deux exemples illustrent parfaitement la place minime que la maire actuelle entend laisser aux Orlysiens dans la conduite des affaires de la ville. Nous nous engageons à enrayer cette dérive et à redonner aux Orlysiens les clefs de la ville abandonnées aux mains des promoteurs.

Brahim Messaci, Lionel Cros, Claude Sancho.

UNE NOUVELLE ÈRE POUR ORLY (Opposition municipale)

Texte non parvenu.